

échéance. Il faut noter, cependant, la singularité du Nigeria dont le régime militaire a bien élaboré un programme de dévolution du pouvoir aux civils, mais dans le cadre d'un système bipartite. Il convient également de remarquer que ce scénario semble présenter moins de risques que le précédent pour le pouvoir en place. En effet - l'exemple ivoirien le démontre -, face à l'atomisation de l'opposition en une multitude de partis et pour peu qu'il ait à sa tête un chef jouissant d'une légitimité historique (même entamée, comme c'était le cas pour Houphouët-Boigny), il peut se sortir à son avantage de l'épreuve des urnes et de parti unique devenir parti dominant en préservant l'essentiel de ses positions.

Le troisième et dernier scénario, enfin, est celui de ce que l'on pourrait appeler la libéralisation non contrôlée: le parti au pouvoir organise des élections libres à l'issue desquelles, vaincu, il abandonne le pouvoir à l'opposition. Il s'agit en somme d'un schéma classique, « à l'occidentale » d'alternance démocratique par la voie des urnes.

Assez exceptionnel en Afrique, ce processus s'est déroulé à deux reprises en 1991, d'une part aux îles du Cap-Vert, d'autre part à Sao Tomé et Príncipe. Dans les deux cas, le parti unique essoufflé, contesté, affrontant une grave crise socio-économique, instaura le multipartisme et organisa dans la foulée des élections dont il sortit défait. À première vue, ce cas de figure donne à penser que le parti unique décide de se saborder. En fait, il n'en est rien. Tant le Partido africano da independencia au Cap-Vert (P.A.I.C.V.) que le Movimento de libertacao à Sao Tome et Principe (M.L.S.T.P.) croyaient remporter les élections. Il est vrai que par rapport à bien d'autres, ces deux régimes faisaient preuve d'un autoritarisme modéré et se signalaient par un usage moins massif de la corruption. Mais cela n'a pas suffi. La population voulait le changement et l'a obtenu. Au Cap-Vert, le P.A.I.C.V. s'est effacé devant le Movimento para a democracia (M.P.D.) dont le candidat, Antonio Mascarenhas Monteiro, a succédé à Aristides Pereira, chef de l'État depuis l'accession de cette ancienne colonie portugaise à l'indépendance en 1975. À Sao Tomé et Príncipe, le M.L.S.T.P. a été écrasé par le Partido da convergencia democratica-gripo de reflexao (P.C.D.-G.R.).

Exceptionnelle en Afrique, répétons-le, l'alternance politique par la voie électorale ne règle pas, comme par enchantement, les problèmes qui se posent au Cap-Vert et à Sao Tomé et Príncipe; mais, par son caractère pacifique, elle devrait convaincre les plus réticents que les Africains ont la capacité d'assumer la démocratie.

Démocratie et développement

En effet, le postulat, aux connotations racistes plus ou moins latentes, selon lequel la démocratie serait un luxe pour l'Afrique à la vie dure. Un ancien Premier ministre de la France, en visite en Côte-d'Ivoire, prenait même le risque de le répéter à la veille des manifestations qui allaient contraindre le président Houphouët-Boigny à décréter le multipartisme. À l'appui de cette thèse on invoque régulièrement la crainte du tribalisme et l'on cite les violences qui, en Côte-d'Ivoire, au Gabon, au Zaïre et ailleurs, ont ponctué la marche vers la démocratie. C'est oublier un peu vite que les événements du début des années quatre-vingt-dix en Afrique sont une remise en cause radicale des équilibres socio-politiques issus de la colonisation. Toutes proportions gardées, cette évolution est comparable à celle de l'Europe de l'Est. C'est oublier aussi que la démocratie ne s'est pas construite sans heurts